



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

AVRIL 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
	Liste des sites internet pour la diffusion de l'information		1
1	Voyages hors Québec		2
2	Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes		3
3	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites		4
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres		5
5	Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, organisme ou firme externe		6
6	Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme		7
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	MSP	
8	Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme		8
9	Projets de développements informatiques ou de modernisation des systèmes pour l'exercice financier 2019-2020	MSP	
10	Hébergement des données		9
11	Photocopieur, mobilier et eau, décorations et embellissement, décorations et embellissement, frais de transport, d'hébergement et de repas, participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement, frais d'alcool et de fêtes		10
12	Téléphonie mobile, portables, tablettes, coût dépassement forfaits		11
13a	Questions sur l'effectif (13a à 13q)		12 à 28
14	Nombre de départ à la retraite, nombre de remplacements effectués, nombre de retraités engagés pour un ou des contrats (14a à 14c)		29 à 31
15	Liste des baux		32
16	Actifs immobiliers excédentaires		33
17	Aménagements - ministère et organismes		34
18	Personnel cabinet	MSP	
19	Subventions discrétionnaires	MSP	
20	Personnel hors structure		35
21	Personnel en disponibilité		36
22	Occasionnels mis à pied		37
23	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes	MSP	
24	Abonnements - ministère et organismes		38
25	Billets de saison et autres		39
26	Site internet		40
27	Tournées, visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
28	Adjoint parlementaire	MSP	
29	Liste UA créées, fusionnées, scindées ou abolies		41
30	Crédits périmés et reportés depuis 2003-2004		42
31	Liste des services tarifés, coût unitaire et revenus		43
32	Copie du plan de réduction des dépenses		44
33	Les sommes reçues du fédéral ou d'un autre gouvernement ventilé par programme, entente ou autre		45
34	Montant des primes au rendement et bonus - ministère et organismes		46
35	Montant des primes au rendement et bonus - cabinet	MSP	
36	Montant des primes de départ		47
37	Montant des augmentations de salaire		48
38	Reconduction des programmes		49
39	Initiatives ou majoration d'un programme existant		50
40	Dépenses en informatique	MSP	
41	Taux d'absentéisme		51
42	Nombre de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association		52
43	Liste des sondages réalisés (Lien QP1_009)		53
44	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées au sein de médias communautaires, sur internet et les média sociaux		54

45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.		55
46	Transfert d'emplois gouvernementaux en région		56
47	Plan d'action personnes handicapées - pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;		57
48	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 - Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable		58
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.		59
50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse		60
51	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		61
52	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		62
53	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		63
54	Contrats McKinsey: Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.		64
55	Contrats Firms consultations : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.		65
56	Montants alloués à la rémunération des stages		66
57	Contrats conclus de gré à gré - Proportion et nombre Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans		67
58	Contrats - Firms de consultation Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, fournir lesdits contrats le cas échéant		68
59	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.		69
60	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.		70
61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.		71
62	Contrats de sous-traitance : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants		72
63	Services tarifés : Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.		73
64	Actifs possédés meubles et immeubles indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.		74
65	Coûts de système Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis 5 ans		75
66	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.		76
67	Demandes/accès inform. (répondu par le coordonnateur)		77
68	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.		78
69	Liste des personnes et mandats des comités formés et honoraires		79

Liste des sites internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 1 : Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :
a) les endroits et dates de départ et de retour ;
b) la copie des programmes et rapports de mission ;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre).

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4, paragraphe 18**). L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45. www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	COÛT (\$)
Aucun	Aucun	Aucun	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 A), B) ET C) : Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**). www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
Aucun	Aucun	Aucun	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 3 :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

d) le but visé par chaque dépense;

e) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;

f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Aucun	Aucun	Aucun	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

SOMMES DÉPENSÉES	BUT VISÉ DE LA DÉPESNES
Aucune	Déplacement pour l'évènement

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l’organisme, un professionnel ou une firme externe

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
Aucune	Aucun	Aucun	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Chartier, Jean ¹	Gré à gré	Membre - Comité de sélection - Renouvellement d'un membre	250 \$
Hains, Gilles ¹	Gré à gré	Membre - Comité de sélection - Renouvellement d'un membre	200 \$
Parent, Geneviève ¹	Gré à gré	Membre - Comité de sélection - Renouvellement d'un membre	200 \$
Ducharme, Marie Ruth ¹	Gré à gré	Greffière-audiencière - sur appel	19 178 \$
Langlois, Josée ¹	Gré à gré	Greffière-audiencière - sur appel	19 928 \$
Auberge Godefroy	Gré à gré	Location d'une salle pour la réunion annuelle du Comité	909 \$

¹ Comprend les remboursements liés aux frais de déplacement.
Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;**
- e) une description de son mandat ;**
- f) la date de début de son contrat ;**
- g) la date prévue de fin de son contrat ;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 10 : L'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;**
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**
- d) la liste des fournisseurs;**
- e) une copie du plan de déploiement.**

Les services informatiques du Comité de déontologie policière sont assurés par le ministère de la Sécurité publique. Voir la fiche du MSP

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Dépenses diverses

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie	463 \$
Mobilier de bureau et ameublement	
Décoration et embellissement	
Distributeur d'eau de source	
Remboursement de frais de transport ¹	2 062 \$
Remboursement des frais d'hébergement ¹	69 \$
Remboursement des frais de repas ¹	1 397 \$
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement ¹	4 182 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	

¹ Comprend les frais de déplacement liés aux audiences en presen tielles et aux déplacements entre les bureaux de Québec et Montréal
Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 12 : Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coût des contrats téléphoniques	336 \$
Coûts de frais d'itinérance	0 \$
Coût lié aux dépassement des forfaits de données	0 \$
Coûts de résiliation	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13a : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13b : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercices du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13c : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13d : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 13e : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13f : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13g : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13h : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13i : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13j : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13k : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13I : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13m : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13n : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13o : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste aboli

"Abolis au net" uniquement pour l'ensemble du ministère et par région, sans distinction par corps d'emploi.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13p : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13q : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	-
Saguenay-Lac-Saint-Jean	-
Capitale-Nationale	0
Mauricie	-
Estrie	-
Montréal	0
Outaouais	-
Abitibi-Témiscamingue	-
Côte-Nord	-
Nord-du-Québec	-
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-
Chaudière-Appalaches	-
Laval	-
Lanaudière	-
Laurentides	-
Montréal	-
Centre-du-Québec	-
	-
TOTAL	0

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

<p>QUESTION 14a : Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2022-2023 et les prévisions pour l’année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p>
<p>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).</p>

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

<p>QUESTION 14b : Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p>
--

<p>Aucun remplacement</p>

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 14c : Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Aucun

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 15:

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux :

a) l’emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l’espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

Usage de l'espace occupé	Adresse ²	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer annuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2018 (\$)
Bureau	2525, boul. Laurier, Bureau A-200	Québec	Société québécoise des infrastructures	551,03	\$ 169 613,76	-
Bureau	500, boul. René-Lévesque Ouest 6.100	Montréal	Société québécois des infrastructures	639,62	\$ 293 564,28	-

² Aucune résiliation pendant l'année 2022-2023
Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2022-2023, fournir :

- a)La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b)La valeur estimée de ceux-ci;**
- c)Les coûts d’entretien annuel;**
- d)Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 17 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Aucun

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 20 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Aucun

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 21 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 22 :	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.
----------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
--

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 24 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.
Ventiler le montant total par catégorie.

NATURE DU SERVICE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Recherche juridique	SOQUIJ	204 \$
Mise à jour du code civil	Le code Ducharme	114 \$
Mise à jour de l'ouvrage de Doray et Charrette sur l'Accès à l'Information	Thompson Reuters (coût de la mise à jour à venir en 2023-2024)	0 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 25 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0 \$
Réservation de loges	0 \$
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0 \$

Dépenses exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 26 : Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Site du Comité de déontologie policière

a)	www.comite.deontologie.gouv.qc.ca
b)	DGATI du MSP
c)	Voir DGATI du MSP
d)	Voir DGATI du MSP
e)	Voir DGATI du MSP
g)	Voir DGATI du MSP

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 30 : Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 31 : L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 32 : Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 33 : Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

	MONTANT REÇU
	(\$)
Aucun	0 \$

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 34 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

	MONTANT REÇU
	(\$)
Aucun	0 \$

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 36 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

	MONTANT REÇU (\$)
Aucune	0 \$

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 37 : Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes. (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 38 : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 41 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 42 : Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
c) le nombre d'employé ayant bénéficié du paiement des cotisations

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre d'employés
Barreau du Québec	7
Conseil des tribunaux administratifs canadiens	3
Conférence des juges administratif du Québec	7
Association des professionnels en accès à l'information en protection dela vie privée	1
DÉPENSE TOTALE (\$)	12 149 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

<p>QUESTION 43 : Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer : e) La firme retenue ; f) Les coûts.</p>

FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
Aucune firme de retenue	0 \$

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 44 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;	0%
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	0%

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 45 : Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.

	COÛTS (\$)
Aucun	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 46 : Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région:
a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d’origine et la région de destination;
c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 47 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure : e)
Plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2021-2024;**

	COÛTS (\$)
Aucun	0 \$

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 48 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure : h) Plan d’action de développement durable.

La stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, qui est prolongée jusqu'à l'adoption d'une nouvelle stratégie, aborde les enjeux fondamentaux du développement durable au moyen de 8 orientations et 27 objectifs. Compte tenu de sa mission et de ses compétences qui lui sont dévolues par la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13,1), le Comité de déontologie policière a retenu l'orientation « Renforcer la gouvernance du développement durable dans l'administration publique » et les activités incontournables qui en découlent. À cet égard, il s'engage à mettre en place des activités qui permettront de participer pleinement à l'atteinte de 3 objectifs gouvernementaux, soit de renforcer les pratiques de gestion écoresponsable, de renforcer la prise en compte des principes de développement durable et, enfin, de renforcer l'accès et la participation à la vie culturelle en tant que levier de développement social, économique, et territorial. Pour atteindre ses objectifs, le Comité n'a pas eu à déboursier de frais spécifiques.	COÛTS (\$)
	0 \$

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Comité de déontologie policière. www.comite.deontologie.gouv.qc.ca

Dépense du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 49 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l)
Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022**

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 50 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 51 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucun remboursement

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 53 : Soutien employés - santé mentale
a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d’aide aux employés (PAE)
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a	b	c
0 \$	0	0 \$

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 54 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

	COÛTS (\$)
Aucun	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 55 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

	COÛTS (\$)
Aucun	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 56 : Rémunération des stages a) Nombre de stagiaires reçus; c) Rémunération totale déboursée.

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	0 \$
c) Rémunération totale déboursée.	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 57 : Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 58 : Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 59 : Dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 60 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 61 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application.
Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

	COÛTS (\$)
Aucune	0 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 62 : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
--

Valeur total des contrats en sous-traitance : 39,123\$ Proportion du travail effectué par des sous-traitants : 3,8%
--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 63 : Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 64 : Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

	COÛTS (\$)
Meubles	100 000 \$

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 65 : Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 66 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics de plus de 25,000\$, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) le montant accordé;**
- e) les motifs de la demande;**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :
<https://www.seao.ca/>

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 67 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :
a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 68 : Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Exercice du 1er avril 2022 au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

Question 69 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
Chartier, Jean	Comité de renouvellement d'un membre	250 \$
Hains, Gilles	Comité de renouvellement d'un membre	200 \$
Parent, Geneviève	Comité de renouvellement d'un membre	200 \$

Dépenses du 1er avril 2022 au 28 février 2023